

Publications périodiques

Comptes annuels

STAR LEASE

Société Anonyme au capital de 55 000 000 €.
Siège social : 59, boulevard Haussmann - 75008 Paris
423 465 905 R.C.S. Paris

Comptes individuels au 31 décembre 2017
Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2018

I.— Bilan

(en milliers d'euros)

Actif	31/12/17	31/12/16
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 1 & note 20) :	118 024	113 632
Opérations avec la clientèle :		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations Crédit-bail et LOA (notes 2, 2bis, 2ter et 2quater)	1 616 219	1 563 730
Opérations de location simple (notes 2, 2bis et 2 ter)	54 852	52 650
Immobilisations incorporelles (notes 3 & 3bis)		
Immobilisations corporelles (notes 3 & 3bis)	0	-
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 4)	577	2 359
Comptes de régularisation (note 5)	297	916
Total actif	1 789 969	1 733 287

Passif	31/12/17	31/12/16
Banques Centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit (note 8 & note 20)	1 586 852	1 542 665
Opérations avec la clientèle	947	1 579
Dettes représentées par un titre :		
Autres passifs (note 7)	16 822	13 178
Comptes de régularisation (note 9)	36 104	36 629
Provisions (note 6)	4 114	4 373
Capitaux propres hors FRBG (note 10)	145 130	134 864
- capital souscrit	55 000	55 000
- réserves	0	0
- amortissements dérogatoires	310 394	303 845
- subventions d'investissement	3 211	3 196
- Report à nouveau (+/-)	-227 177	-242 843
- Résultat de l'exercice (+/-)	3 702	15 666
Total passif	1 789 969	1 733 287

Engagements donnés (note 11)	31/12/17	31/12/16
Engagement de financement	102 761	93 009
Engagement de garantie		
Autres engagements	-	-
Engagement sur titres		

Engagements reçus (note 12)	31/12/17	31/12/16
Engagement de financement	110 000	110 000
Engagement de garantie	1 610 033	1 537 376
Autres engagements	-	
Engagement sur titres		

II. — Compte de résultat

Produits et charges d'exploitation bancaire	31/12/17	31/12/16
1 + Intérêts et produits assimilés (note 13) :	2 903	3 169
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	2 903	3 169
+ Autres intérêts et produits assimilés		

2	- Intérêts et charges assimilées (note 14) :	-10 679	-16 143
	- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-10 679	-16 143
	- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
	- Autres intérêts et charges assimilées		
3	+ Produits sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 15)	635 303	630 128
4	- Charges sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 15)	-614 618	-593 285
5	+ Produits sur opérations de location simple (note 15)	22 585	24 635
6	- Charges sur opérations de location simple (note 15)	-20 813	-23 700
7	+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
8	+ Commissions (produits)	2 284	1 824
9	- Commissions (charges)	-37	-31
10	+/- Gains ou pertes sur opérations financières		

Autres produits et charges ordinaires		31/12/17	31/12/16
11	+ Autres produits d'exploitation	641	742
	- Produits divers de gestion courante	641	742
	- Quote part d'exploitation faites en commun		
12	- Autres charges d'exploitation	0	0
	- Charges diverses de gestion courante		
	- Quote part d'exploitation faites en commun		
	Produit net bancaire	17 570	27 339
13	- Charges générales d'exploitation (note 16):	-9 578	-9 875
	- Frais de personnel		
	- Autres frais administratifs	-9 578	-9 875
14	- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
	Résultat brut d'exploitation	7 992	17 464
15	+/- Coût du risque (note 17)	2 258	2 763
	Dont correction d'erreur sur la décote IAS		
	Résultat d'exploitation	10 251	20 226
16	+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Titres de participation)	0	0
17	+/- Résultat ordinaire avant impôt :	10 251	20 226
18	+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 18)	0	0
19	+/- Impôt sur les bénéfices (note 19)	0	0
20	+/- Dotations/reprises FRBG et provisions réglementées	-6 549	-4 560
21	+/- Résultat de l'exercice	3 702	15 666

III. — Affectation du résultat

Statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, l'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à €. + €. 3.701.593,49 en totalité au compte report à nouveau. Ce dernier atteindra alors €. – 223.475.348,71.

Aucun dividende ne sera distribué au titre de cet exercice.

Il est rappelé, conformément à la loi, qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Notes annexes aux comptes sociaux

I. Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2017 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

- du règlement de l'ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire
- du règlement ANC 2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au plan comptable général pour les opérations non visées par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes de STAR LEASE sont consolidés au niveau du CREDIT DU NORD (SA)
59, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

II Principes comptables et méthodes d'évaluation

A. Opérations sur les nouveaux instruments financiers

Les opérations de couverture portant sur les instruments financiers sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement 2000-03 du Comité de la Réglementation comptable appliquées dès le 1^{er} janvier 2000, modifiées par le CRC 2004-16, modifié par le CRC 2005-04, modifié par le CRC 2007-05, modifié par le CRC 2008-02, modifié par l'ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014.

Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations (contrats fermes ou optionnels) sont inscrits dans les comptes hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

La comptabilisation des résultats pour les opérations de couverture est la suivante :

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur éléments couverts.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

B. Immobilisations

B1 : Immobilisations données en location.

Les immobilisations corporelles sont constituées de matériel industriel, de matériel informatique, de mobilier de bureau et de matériel de transport dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2017 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :
L'amortissement dérogatoire s'élève à 310 394 k€ à fin 2017. Il est comptabilisé en capitaux propres.

Les dispositions prévues par le règlement ANC 2014-03, qui abroge les règlements CRC antérieurs n'ont pas été appliquées aux immobilisations données en location dans la mesure où celles-ci sont retraitées en location financement dans les comptes consolidés et la charge de renouvellement incombe au locataire. Les traitements comptables en cours, en matière d'amortissement, ont été maintenus.

B2 : Immobilisations d'exploitation

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur valeur d'acquisition nette de T.V.A. récupérable.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

-Agencements et installations	8 à 10 ans
-Mobilier et matériel de bureau	5 ans à 10 ans
-Matériel informatique	3 ans à 5 ans
-Matériel et outillage	4 ans à 6 ans
-Matériel de transport	4 ans à 8 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations données en location sont portées dans les charges sur opération de Crédit bail et LOA ou de Location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

B3 : Réserve latente

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute.

Cette dernière était de 321 452 Keuros à l'ouverture et de 326 675 Keuros au 31/12/2017.

C. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées sont évaluées selon la méthode dite du prorata temporis.

La sélection des risques repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation des dossiers supérieurs à 150 000 € est totalement réalisée par un chargé d'étude. Les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels expert et d'analyse de bilans par des spécialistes métiers.

Par application du Titre 2 au livre II du règlement ANC 2014-07 qui abroge les règlements CRC antérieurs, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

– Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

– Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

L'identification intervient à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois dans le groupe Société Générale verra tous ses dossiers déclassés même s'ils ne répondent pas encore à ces critères de déclassement

Les créances ont été dépréciées le cas échéant par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les clients douteux et douteux compromis Entreprise sont dépréciés individuellement (sur la base d'estimation de récupération) si la créance est de montant significatif (> 30K€), et statistiquement (par application d'un taux moyen) dans le cas contraire.

Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours, des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement NAC 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque. Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les clients qui ne sont pas en procédures collectives ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

A fin 2017, les provisions calculées sur une base individuelle s'élèvent à 13 794 K€, et les provisions déterminées à partir d'un taux statistique s'élèvent à 16 649 K€. Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

L'ensemble des créances de STAR LEASE sont contre-garanties chez Crédit Du Nord (à 50% puis à 100% depuis le 1er février 2012).

Ainsi, la contre-garantie limite tout ou partie du risque de crédit de STAR LEASE. Ces engagements Crédit Du Nord sont par ailleurs comptabilisés en hors-bilan chez STAR LEASE.

D. Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

E. Engagements sociaux

La société STAR LEASE n'a pas de personnel propre. Elle utilise du personnel détaché de FRANFINANCE et du CDN qui lui est refacturé.

F Impôt sur les sociétés

Depuis le 1er janvier 2010, STAR LEASE fait partie du périmètre d'intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art. 223 A à U du CGI).

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de Contribution Sociale sur les Bénéfices), l'impôt est déterminé par STAR LEASE comme en l'absence d'intégration fiscale. Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

STAR LEASE et le Crédit du Nord ont convenus de prendre en compte les déficits générés par la société intégrée entre le 01/01/2001 et le 31/12/2009 et que ceux-ci étaient à reporter pour le calcul de la dette d'impôt. STAR LEASE n'a pas constaté de charge d'impôt sur les sociétés car le résultat fiscal 2017 a été imputé sur les déficits antérieurs.

G Commissions.

La rubrique "commissions" comprend principalement les commissions reçues d'assurance.

H Rémunération des dirigeants.

STAR LEASE doit mentionner la rémunération globale versée aux membres des organes d'administration et de direction. Etant donné que seul un dirigeant (Directeur Général) est rémunéré par STAR LEASE via une refacturation de Crédit du Nord, mentionner cette information reviendrait à communiquer sa rémunération individuelle.

STAR LEASE a donc choisi de ne pas communiquer cette rémunération.

I Transaction avec les Parties Liées.

En application du règlement de l'ANC n° 2014-07, les transactions avec les parties liées étant conclues à des conditions normales de marché, elles ne sont pas détaillées dans l'annexe.

Note 1 - Créances sur les établissements de crédit

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Créances à vue	3 174	4 023
Créances à terme	114 850	109 609
Total	118 024	113 632

Note 2 : Opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (en K €)	Brut 31/12/16	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/17	Amortissements et Dépréciations	Valeur nette comptable *
Crédit bail mobilier						
Immobilisation	2 876 110	1 384 621	1 323 336	2 937 395	1 372 977	1 564 417
Dont commissions restant à étaler*	2 787			2 823		
Créances douteuses	549	3 638	0	4 187	831	3 356
Créances douteuses compromises	89 774	0	16 211	73 563	26 900	46 663
Créances rattachées	1 152	630	0	1 782	0	1 782

Total	2 967 585	1 388 890	1 339 547	3 016 928	1 400 708	1 616 219
-------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

* La VNC totale ci-dessus tient compte de la provision collective de 930 K€ (Cf. note 2 ter).

Eléments (en K €)	Brut 31/12/16	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/17	Amortissements et Dépréciations	Valeur nette comptable
Location simple						
Immobilisation	117 649	50 532	54 456	113 725	61 052	52 673
Dont commissions restant à étaler*	54			58		
Créances douteuses	6	21	0	27	2	25
Créances douteuses compromises	5 307	0	832	4 475	2 664	1 811
Créances rattachées	457	0	114	343	0	343
Total	123 419	50 553	55 402	118 570	63 718	54 852

*Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports restant à étaler ont été reclassées dans le poste "opérations de crédit bail et LOA" et "opérations de location simple"

Note 2 bis : Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (en K €)	31/12/16	Dotations	Reprises	31/12/17
Crédit bail mobilier (1)				
Créances douteuses	3	831	3	831
Créances douteuses compromises	35 288	26 946	35 334	26 900
Total	35 292	27 777	35 337	27 731

(1) le montant des pertes sur l'exercice 2016 est de 8 550 K€ et des récupérations est de 1067 K€. Le montant des provisions statistiques s'élève à 297 K€.

Eléments (en K €)	31/12/16	Dotations	Reprises	31/12/17
Location simple (1)				
Créances douteuses	0	2	0	2
Créances douteuses compromises	3 042	2 664	3 042	2 664
Total	3 042	2 666	3 042	2 666

(1) le montant des pertes sur l'exercice 2016 est de 8 550 K€ et des récupérations est de 1067 K€. Le montant des provisions statistiques s'élève à 297 K€.

Note 2 ter : Dépréciation collective sur encours sains

Eléments (en K €)	Assiette (encours sains)	Provision collective 2016	Dotations	Reprises	Provision collective 2017
Crédit bail mobilier et Location simple	9 336	1 280		350	930
Total	9 336	1 280	0	350	930

Note 2 quater : Amortissements sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (en K €)	Amortissements 31/12/16	Dotations	Reprises	Reclassement (1)	Amortissements 31/12/17
Crédit bail mobilier et assimilé	1 367 284	567 296	556 242	6 291	1 372 047
Total	1 367 284	567 296	556 242	6 291	1 372 047

Eléments (en K €)	Amortissements 31/12/16	Dotations	Reprises	Reclassement (1)	Amortissements 31/12/17
Location simple	67 727	19 459	25 875	258	61 052
Total	67 727	19 459	25 875	258	61 052

(1) L'amortissement dérogatoire est placé dans les capitaux propres :

* Au 31/12/17, le montant des amortissements dérogatoires placé dans les capitaux propres s'élève à 310 394 k€

* Au 31/12/16, le montant des amortissements dérogatoires placé dans les capitaux propres s'élève à 303 845 k€

Soit un différentiel de + 6549 K€, lié à la reprise d'amortissements dérogatoires au titre de l'exercice

Note 3 : immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (en K €)	Brut 31/12/16	Acquisitions	Cessions	Virements Comptables	Variations Cours Devises	Brut 31/12/17	Amortissements	Valeur nette Comptable
Immobilisations incorporelles								
Immobilisations corporelles								
- matériel de transport	0	0	0	0	0	0	0	0
- matériel de bureau	0	0	0	0	0	0	0	0
- mobilier de bureau	1	0	0	0	0	1	1	0
- matériel informatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	0	0	1	1	0

Note 3 bis : amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (en K €)	Amortissements 31/12/16	Dotations Linéaires	Dotations Dégressives	Reprises	Reclassement	Amortissements 31/12/17
-------------------	-------------------------	---------------------	-----------------------	----------	--------------	-------------------------

Amortissements incorporelles						
Amortissements corporelles						
- matériel de transport	0	0	0	0	0	0
- matériel de bureau	0	0	0	0	0	0
- mobilier de bureau	1	0	0	0	0	1
- matériel informatique	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	0	0	1

Note 4 : Autres actifs

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Impôt différé actif sur déficits fiscaux	0	0
Provision sur impôt différé actif	0	0
Autres actifs sur l'Etat, impôts et taxes	593	500
Débiteurs divers	-16	1 859
Créances douteuses / op sur titres et divers	0	0
Total	577	2 359

Note 5 : Comptes de régularisation

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Charges constatées d'avance	1	0
Charges à répartir	0	0
Produits à recevoir	274	894
Divers	22	22
Total	297	916

Note 6 : Provisions

Eléments (en KEUR)	31/12/16	Dotations	Reprises	31/12/17
Provision VNC ITNL	4 373	4 094	4 373	4 094
Provision pour risque opérationnel en CNR	0	21	0	21
Total	4 373	4 114	4 373	4 114

Note 7 : Autres passifs

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Fournisseurs	9 363	5 247
Etat, impôts et taxes	5 574	6 285
Créditeurs divers	1 832	1 598
Dépôts de garantie	52	48
Total	16 822	13 178

Note 8 : Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Dettes à vue :	58 436	1
- Dettes principal	58 423	0
- Dettes rattachées	13	1
Dettes à terme :	1 528 416	1 542 664
- Emprunts et comptes à terme	1 527 679	1 541 514
- Dettes rattachées	737	1 150
Total	1 586 852	1 542 665

Note 9 : Comptes de régularisation

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Loyers constatés d'avance	32 162	32 466
Charges à payer	3 546	3 601
Compte régularisation divers	395	562
Total	36 104	36 629

Note 10 : Capitaux propres

Eléments (en K €)	31/12/16	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/17
Capital	55 000				55 000 (1)
Primes d'émission	-				-

Réserve légale	-				-
Réserves réglementées	-				-
Réserves ordinaires	-				-
Provisions réglementées	-				-
Amortissements dérogatoires	303 845			6 549	310 394 (2)
Subvention d'investissement	3 196			15	3 211
Report à nouveau	-242 843		15 666		- 227 177
Résultat	15 666	3 702	-15 666		3 702
Total	134 864	3 702	-	6 564	145 130

(1) Au 31/12/2017, le capital social se compose de 2 750 000 actions de nominal 20 Eur.

(2) la part de l'amortissement dérogatoire est placée dans les capitaux propres pour un montant de 310 394 K€.

Note 11 : Engagements donnés

Engagements donnés						
Catégories d'engagements (en K €)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres		
Engagements en faveur des E. C.						
Engagements sur instruments financiers :						
Engagements en faveur de la clientèle						
- Engagements relatif aux opérations de CB					102 761	102 761
Engagements de garantie						
- Commissions bancaires						
Autres engagements				0		0
Total				0	102 761	102 761

Note 12 : Engagements reçus

Engagements reçus						
Catégories d'engagements (en KE)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres		
Engagements de financements				110 000		110 000
Engagements sur instruments financiers :						
Engagements de garantie						
- Garanties reçues concernant les opérations de crédit-bail				1 610 033		1 610 033
Autres engagements				0		0
Total				1 720 033		1 720 033

Note 13 : Intérêts et produits assimilés

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	2 903	3 169
-Intérêts sur compte ordinaire	0	0
-Intérêts sur compte et prêts	2 903	3 169
Sur opérations avec la clientèle	0	0
-Autres intérêts	0	0
Sur opérations de hors-bilan engagement	0	0
Total	2 903	3 169

(1) Dont intérêts courus à recevoir

- sur compte ordinaire	0 K€
- sur compte et prêts	750 K€

Note 14 : Intérêts et charges assimilés

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	10 566	16 052
-Intérêts sur compte ordinaire	21	1
-Intérêts sur compte et emprunts	10 546	16 051
Sur opérations avec la clientèle	3	4
-Autres intérêts	3	4
Charges sur opérations de hors-bilan	110	88
Total	10 679	16 143

(1) Dont intérêts courus à payer

- sur compte ordinaire	13 k€
- sur compte et emprunts	737 k€

Note 15 : Produits et charges sur opération de Crédit-bail et location assimilée

Détail des produits sur opérations de crédit bail

Eléments (en K €)	31/12/17		31/12/16	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Loyers	597 620	19 980	598 643	21 586
Assurances	0	0	0	0
Indemnités de résiliation, autres produits	7 615	12	4 928	59
Plus-values sur cessions	27 382	2 459	25 331	2 878
Provisions pour dépréciation	-12 016	-901	-14 701	-1 035
Reprises provision pour dépréciation N-1	14 701	1 035	15 928	1 147
Autres	0	0	0	0
Total	635 303	22 585	630 128	24 635

Détail des charges sur opérations de crédit bail et location assimilée

Eléments (en K€)	31/12/17		31/12/16	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Dotations aux amortissements linéaires et dégressives sur opérations de crédit bail et de location	561 005	19 200	540 729	21 116
dotations aux amortissements dérogatoires comptabilisées en capitaux propres				
Moins-values sur cessions	34 760	1 571	34 975	2 429
Autres	18 853	41	17 581	155
Dont commissions d'apport*	1 813	35	1 793	44
Dont commissions de risques	13 003			
Total	614 618	20 813	593 285	23 700

*Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports ont été reclassées dans le poste "charges sur opérations de crédit bail et LOA" et "charges sur opérations de location simple" Ces commissions étaient enregistrées en 2009 dans le poste "charges de commissions".

Note 16 : Autres charges générales d'exploitation

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Impôts et taxes	372	658
Locations	201	219
Refacturations sociétés groupe	8 032	8 113
Transports, déplacements	29	8
Services extérieurs	248	296
Frais légaux	306	359
Honoraires divers	331	200
Frais de télécommunications et postaux	-5	9
Autres charges diverses	63	14
Frais pédagogiques et formation	0	0
Risque opérationnel	0	0
Total	9 578	9 875

Note 17 : Coût du risque

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Perte sur clients et débiteurs divers	-9 528	-5 803
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	-21 758	-26 996
Dotations encours sain	-930	-1 280
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (2)	28 322	35 774
dont correction d'erreur sur décote IAS		
Profits sur clients	6 153	1 067
Total	2 258	2 763

(1) Comité de la réglementation comptable règlement N° 2002-03 DU CRC du 12 décembre 2002 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement n° 2005-03 du CRC du 3 novembre 2005, par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007 et par le règlement n° 2014-02 du 6 février 2014 de l'Autorité des normes comptables, la dépréciation des créances liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque.

(2) Comité de la réglementation comptable règlement N° 2002-03 Du Crc Du 12 Décembre 2002 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement n° 2005-03 du CRC du 3 novembre 2005, par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007 et par le règlement n° 2014-02 du 6 février 2014 de l'Autorité des normes comptables, la reprise de dépréciation des créances liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque.

Par ailleurs, jusqu'à 2013, la contre-garantie du CdN était considérée par STAR LEASE comme une espérance de récupération, et rentrait de ce fait dans le calcul d'actualisation constituant la décote IAS. Depuis 2014, un calcul d'actualisation des espérances de récupération est effectué pour les deux entités STAR LEASE et Crédit du Nord + Banques, en fonction de leur niveau de participation dans le risque (niveau de contre-garantie CDN).

Note 18 : Produits exceptionnels

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Néant	0	0
Total	0	0

Note 18 : Charges exceptionnelles

Eléments (en K €)	31/12/17	31/12/16
Néant	0	0
Total	0	0

Note 19 : Impôt sur les bénéfices

Eléments (en K €)	Résultat avant impôt	Reprise d'impôt différé actif sur déficits fiscaux (1)	Reprise de provision sur impôt différé actif - déficits fiscaux (2)	Impacts fiscaux divers	Impôts nets	Résultat net après impôt
Résultat courant	3 702	0	0	0	0	3 702
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0
Total	3 702	0	0	0	0	3 702

Note 20 : Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (en K €) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :						118 024
- A vue	3 174					3 174
- A terme		12 160	45 640	57 050		114 850
Créances sur la clientèle :						0
- Autres concours à la clientèle						
- Comptes ordinaires débiteurs						
Total	3 174	12 160	45 640	57 050	0	118 024

Eléments (en K €) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :						1 586 839
- A vue	58 423					58 423
- A terme	144 022	387 475	948 718	48 201		1 528 416
Comptes créditeurs de la clientèle :						947
- A vue	947					947
- A terme						
Total	203 392	387 475	948 718	48 201	0	1 587 786

Filiales et participations (en K €)

Informations financières Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables de titres détenus		Prêts et avances consenties par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du Dernier exercice clos	Dividendes par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de STAR LEASE	Néant									
1. Filiales (détenues à plus de 50 %)										
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)										

Résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	2013	2014	2015	2016	2017
I Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (en euro)	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000
b) Nombre d'actions émises	2 750 000	2 750 000	2 750 000	2 750 000	2 750 000
c) Nombre d'obligations converties en action					
II Opérations et résultat de l'exercice (en euros)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes*	664 314 925	660 521 788	652 786 118	687 010 051	693 644 069
b) Résultat avant impôt	559 660 245	568 081 918	565 105 773	574 675 372	582 191 623
Amortissements et reprises de provisions					
c) Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	0
d) Résultat après impôt	15 340 405	21 757 247	27 161 762	15 666 419	3 701 593
Amortissements provisions et dépréciations					

e) Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
III Résultat par action (en euro)					
a) Résultat après impôt mais avant Amortissements, provisions et dépréciations	204	207	205	209	212
b) Résultat après impôt Amortissements, provisions et dépréciations	6	8	10	6	1
c) Dividende versé à chaque action					
IV Personnel					
a) effectif moyen des salariés					
b) Montant de la masse salariale					
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux					

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société STAR LEASE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STAR LEASE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une Image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Dépréciations

Votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle Interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle Interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces Informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une Image fidèle.

A Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 09 mai 2018

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés
Jean – Marc MICKELER

ERNST & YOUNG et Autres
Vincent ROTY

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de STAR LEASE sis au 59, boulevard Haussmann - 75008 Paris.